



Décision individuelle N°2020-221

Pétitionnaire : société AEROVISION 06 (n°SIRET 83016250900012)

Adresse : 324 chemin de Font Antique 06610 La Gaude

Nature de la demande : prises de vues dans un cadre professionnel ou dans un objectif commercial

Intitulé du projet : prise de vues aériennes en vue d'une étude des risques naturels

Localisation : versant Morgon – Terres Rouges, hameau du Pra (Saint-Etienne-de-Tinée, 06)

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 21 juillet 2020 par Monsieur DEWAELE Christophe gérant de la société Aerovision 06,

Considérant que la demande porte sur la réalisation de prises de vues aériennes en vue d'une modélisation 3D du versant Morgon – Terres Rouges, opération commandée par le service RTM de l'ONF dans le cadre d'une étude des risques d'éboulement,

Considérant que la demande de prises de vues entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de [...] documents didactiques [...] » répondant au besoin d'une expertise technique et scientifique,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La société AEROVISION 06, représentée par son gérant M. DEWAELE Christophe, est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Commandées par l'Office national des forêts (service RTM), ces prises de vues sont destinées à fonder une expertise des risques géologiques du versant Morgon – Terres Rouges en amont du hameau du Pra (commune de Saint-Etienne-de-Tinée, 06).

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Les prises de vues seront réalisées au sein de la zone identifiée au plan annexée à la présente.

2.2 Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les clichés pris en cœur de parc national pour une autre utilisation ni un autre commanditaire que ceux mentionnés à l'article 1 de la présente.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du 19 août 2020.

En cas de force majeure, le report de l'opération **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contact - service territorial « Tinée »

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

A Nice, le 11 août 2020

 La directrice
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copie :

- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

